

Uranium et énergie nucléaire : le passé n'est qu'un prologue

Octobre 2026

Daniel Greenspan, analyste principal et gestionnaire de portefeuille, Gestion globale d'actifs CIBC



Une renaissance nucléaire mondiale croissante, sur fond de guerre en Ukraine et de fermeture du détroit d'Ormuz, accélère l'adoption de l'énergie nucléaire, ou son retour. Ces facteurs favorables transformateurs pour l'énergie nucléaire, à moyen et à long terme, devraient représenter un avantage net pour le Canada.

La renaissance du nucléaire

Il y a deux raisons essentielles de croire qu'une renaissance nucléaire bat son plein : les objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) et la sécurité énergétique.

Objectifs de réduction des GES

Alors que les pays et les entreprises cherchent à atteindre leurs objectifs de réduction des GES, nous nous attendons à ce que le secteur nucléaire joue un rôle important dans les plans de réduction des émissions de carbone. Le nucléaire est une source d'énergie de base à faibles émissions de carbone qui peut remplacer le charbon et le gaz, et qui ne dépend pas du vent ou des rayons du soleil pour produire de l'électricité.

Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques en décembre 2023 (COP28), 25 pays ont signé la Déclaration visant à tripler la capacité de production d'énergie nucléaire d'ici 2050, en particulier dans le but de réduire les GES en accélérant les technologies à émissions de carbone nulles et faibles, comme le nucléaire. C'était la première fois que le nucléaire était explicitement approuvé dans le contexte du processus des Nations Unies. Depuis, 13 autres pays ont signé la Déclaration. Du côté du secteur privé, en mars 2025, 14 grandes sociétés, y compris Amazon, Google et Meta, ont signé l'engagement des grands consommateurs d'énergie à l'appui de la déclaration de triplement de la capacité de production d'énergie nucléaire. Il apparaît donc évident que les secteurs public et privé soutiennent le nucléaire comme une option énergétique à faibles émissions de carbone et de réduction des GES.

Sécurité énergétique

Même avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la guerre en Iran, l'accent était mis sur la sécurité énergétique intérieure. Ces conflits ont accentué cette priorité et nous nous attendons à ce que le nucléaire joue un rôle de plus en plus crucial dans la sécurité énergétique intérieure de nombreux pays.

En Russie, les exportations de pétrole ont été en grande partie redirigées vers l'Asie, avec des pertes réelles d'approvisionnement minimales. En revanche, pour le gaz naturel, c'était une toute autre histoire. En raison du nombre limité de gazoducs qui quittent le territoire de la Russie par l'est, les exportations de gaz naturel russe ont considérablement diminué depuis le début de la guerre en Ukraine.

En Iran, la fermeture du détroit d'Ormuz constitue une perturbation importante et grave d'un goulot d'étranglement essentiel de l'approvisionnement énergétique. Avant la fermeture, environ 20 millions de barils de pétrole brut par jour (environ 20 % de l'offre mondiale) transitaient par le détroit. Sans oublier le gaz naturel liquéfié (GNL). Ensemble, le Qatar et les Émirats arabes unis ont une capacité d'exportation d'environ 112 milliards de mètres cubes par année, ce qui représente environ 20 % de l'offre mondiale de GNL. Tout cela doit transiter par le détroit d'Ormuz; il n'existe pas d'itinéraire alternatif.

Ce que cela signifie pour l'énergie nucléaire

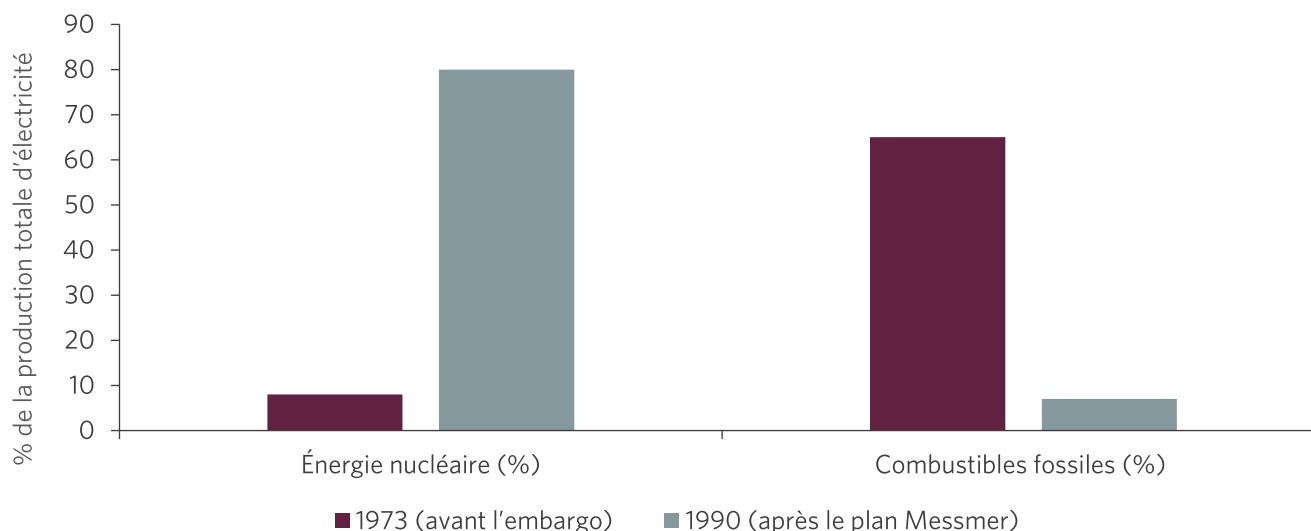
Comme l'histoire peut parfois donner un aperçu de l'avenir, revenons en arrière et examinons la dernière grande interruption de l'approvisionnement en pétrole au Moyen-Orient. En fait, les parallèles entre l'embargo pétrolier de 1973 et la situation actuelle sont assez frappants. En octobre 1973, les membres arabes de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont imposé un embargo pétrolier contre les États-Unis et ses alliés en représailles au soutien américain d'Israël dans la guerre du Kippour. Les prix du pétrole brut ont quadruplé, passant d'environ 3 \$ US à près de 12 \$ US le baril.

À l'époque, le pétrole représentait près de 25 % de la production d'électricité mondiale, ce qui en faisait le deuxième combustible en importance derrière le charbon. Aujourd'hui, le gaz naturel est dans une position presque identique, représentant environ 22 % de la production mondiale d'électricité, encore une fois derrière le charbon. À l'époque, un combustible essentiel représentant environ un quart de l'approvisionnement énergétique mondial était perturbé.

La leçon de 1973 s'applique aujourd'hui : alors qu'environ un quart de l'électricité mondiale dépend d'une réserve de combustible qui traverse un goulot d'étranglement disputé et contrôlé par un petit nombre de producteurs, le système est intrinsèquement fragile. Que s'est-il passé en 1973? Les Français et les Japonais ont conclu, en 1974, que la seule façon d'éliminer cette vulnérabilité était de passer à une source de combustible – le nucléaire – qui n'exige pas de livraisons physiques continues de combustible par des voies navigables disputées. Une seule charge de combustible d'uranium alimente un réacteur pendant 18 à 24 mois, et plusieurs années de combustible peuvent être stockées sur place. Nous croyons que les planificateurs énergétiques à l'échelle mondiale appliquent maintenant le même calcul des années 1970 pour réduire leur dépendance au GNL transporté par voie maritime.

Avant l'embargo, la France dépendait des importations de pétrole pour environ 70 % de ses besoins énergétiques totaux et les trois quarts de son approvisionnement énergétique provenaient de l'étranger. En mars 1974, la France a lancé le plan Messmer, un engagement national visant à remplacer la production d'électricité à partir du pétrole par l'énergie nucléaire. L'échelle d'exécution était impressionnante. La France a commandé 16 nouveaux réacteurs en 1974 seulement et la construction de 51 autres a commencé au cours de la décennie suivant l'annonce du plan. En 1990, la part de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité en France était passée à 80 %, contre 8 % en 1973.

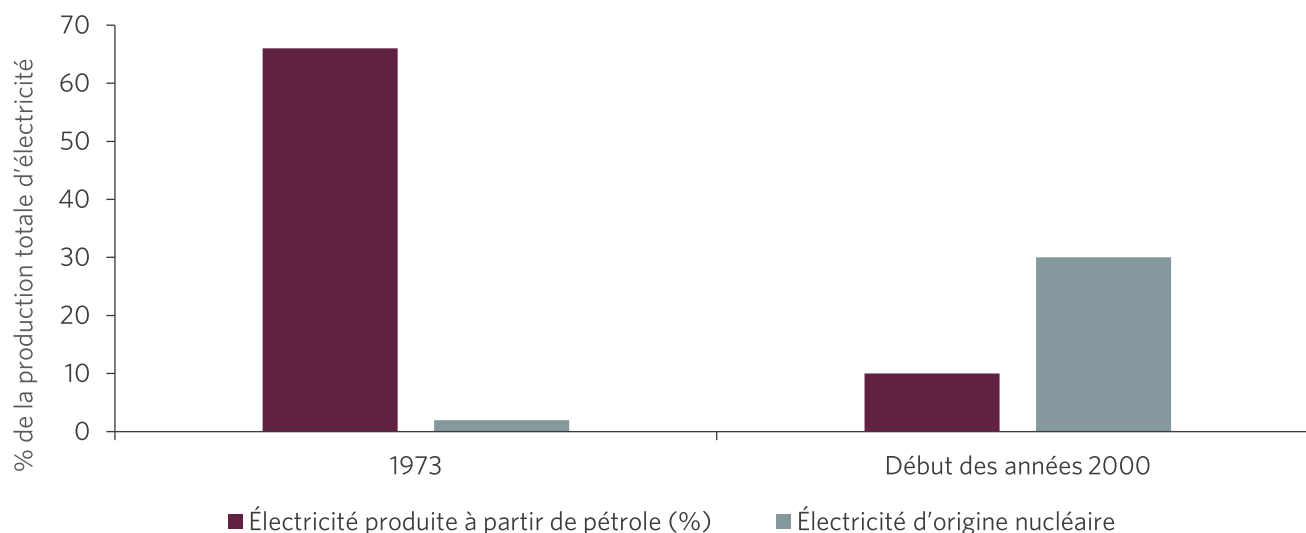
France: sources d'électricité avant et après le choc pétrolier de 1973



Sources : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), [Nuclear Power Reactors in the World \(RDS-2/41\)](#). Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), [IAEA Country Nuclear Power Profile \(CNPP\) 2022 Edition](#). World Nuclear Association, [Nuclear Power in France](#). Données en date de septembre 2026.

Le Japon a suivi une logique semblable. Au moment du choc pétrolier de 1973, le pétrole représentait 66 % de la production d'électricité au Japon et le pays importait un volume important du Moyen-Orient (environ 80 %). La réévaluation de la politique énergétique nationale qui a suivi a fait du nucléaire une priorité stratégique nationale et le pays a lancé un programme de construction important. Le Japon a construit 54 réacteurs à eau légère à partir de 1970, devenant le troisième producteur d'énergie nucléaire au monde. Au début des années 2000, le nucléaire fournissait environ 30 % de l'électricité du Japon, une hausse par rapport à des niveaux tout simplement négligeables avant la crise de 1973.

Japon: de la dépendance au pétrole à l'énergie nucléaire

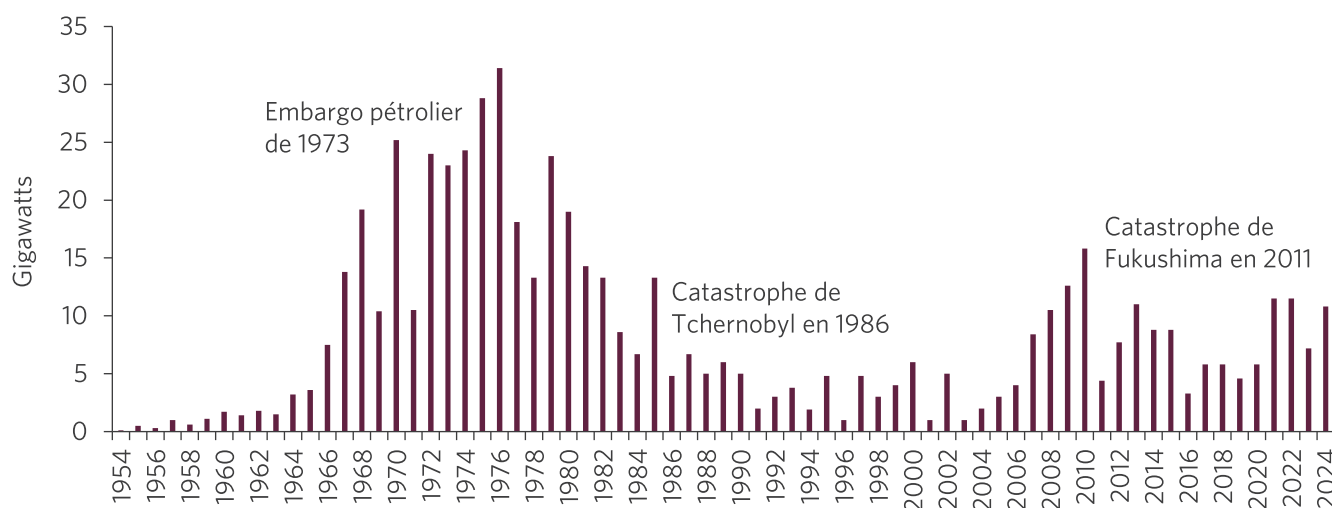


Sources : Yuhji Matsuo et Hisanori Nei, [An analysis of the historical trends in nuclear power plant construction costs: The Japanese Experience](#), ScienceDirect, Energy Policy. World Nuclear Association, [Nuclear Power in Japan](#). Ember, [Japan](#). Institute for Sustainable Energy Policies, [2024 Share of Electricity from Renewable Energy Resources in Japan](#). Wikipedia, [Industrie nucléaire au Japon](#). Données en date de septembre 2026.

Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada?

Le passé a montré que les chocs sur la sécurité énergétique peuvent déclencher des engagements structurels et des changements sur plusieurs décennies. La réponse à l'embargo pétrolier de 1973 a pris de 15 à 20 ans pour être entièrement mise en œuvre, mais une fois lancée, elle a été suivie. Compte tenu des similitudes entre 1973 et aujourd'hui, nous pensons être dans un cycle semblable en ce moment. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, 38 pays ont signé la déclaration de la COP28 visant à tripler la capacité nucléaire d'ici 2050, et 78 GW d'énergie nucléaire sont maintenant en construction dans 15 pays à l'échelle mondiale, un record absolu en 30 ans.

Mises en chantier mondiales de réacteurs nucléaires par année en gigawatts (GW)



Sources : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Nuclear Power Reactors in the World, [Reference Data Series No. 2, IAEA, Vienna \(2026\)](#). World Nuclear Industry Status Report, [World Nuclear Industry Status Report 2025](#). Données en date de septembre 2026.

Nous considérons cette dynamique comme un avantage important pour le Canada à moyen et à long terme. Le pays compte des chefs de file mondiaux dans le secteur nucléaire qui devraient profiter de la renaissance continue tout au long de la chaîne de valeur nucléaire. En amont, le bassin d'Athabasca compte certains des meilleurs dépôts d'uranium au monde, contrôlés par des sociétés canadiennes comme Cameco et NexGen. En aval, Cameco et Brookfield possèdent Westinghouse, qui construit et exploite le réacteur nucléaire AP1000, et Atkins Réalis est le fournisseur exclusif de technologie nucléaire CANDU. Les chaînes d'approvisionnement au Canada pour servir ces activités sont robustes et en pleine croissance.



À propos de Gestion globale d'actifs CIBC

Gestion globale d'actifs CIBC (GGA CIBC), la filiale de gestion d'actifs de la Banque CIBC, est l'un des plus importants gestionnaires d'actifs au Canada. Établie en 1972¹, Gestion globale d'actifs CIBC offre une vaste gamme de solutions de placement, notamment des fonds communs de placement, des FNB, des solutions de portefeuille, des placements non traditionnels, des services de gestion discrétionnaire de placements pour les particuliers à valeur nette élevée et une gestion de portefeuille institutionnelle. Comptant des équipes partout au Canada et aux États-Unis, Gestion globale d'actifs CIBC offre des services à des particuliers à valeur nette élevée et à des clients institutionnels en Amérique du Nord ainsi qu'à des clients institutionnels partout dans le monde.

Communiquez avec nous en tout temps

Pour en savoir plus sur Gestion globale d'actifs CIBC et nos solutions de placement, veuillez communiquer avec votre conseiller ou votre représentant CIBC. Pour en savoir plus, visitez le site cibc.com/gga ou suivez-nous sur [LinkedIn](#) et [YouTube](#).

¹ Gestion globale d'actifs CIBC (auparavant connue sous le nom de TAL Gestion globale d'actifs inc.) a été fondée en 1972 en tant que société privée de gestion de placements. La Banque CIBC a acquis une participation en 1994, pour finalement détenir 100 % en 2001.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de Gestion globale d'actifs CIBC en date de septembre 2026, à moins d'indication contraire, et peuvent changer en tout temps. Gestion globale d'actifs CIBC n'assume aucune obligation ni responsabilité quant à la mise à jour de ces opinions.

Ce document vise à donner des renseignements généraux et ne constitue aucunement des conseils financiers, fiscaux, juridiques, comptables ou de placement. Il ne doit être considéré ni comme des prévisions sur le rendement futur des marchés ni comme une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente des titres mentionnés. La situation personnelle de chacun et la conjoncture doivent être prises en compte dans une saine planification des placements. Toute personne voulant utiliser les renseignements contenus dans le présent document doit d'abord consulter son conseiller.

Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou qui y font référence, ou qui comprennent des termes comme « s'attendre à », « prévoir », « compter », « planifier », « croire », « estimer » ou d'autres termes similaires. De plus, tous les énoncés qui peuvent être faits concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives et les éventuelles mesures futures prises par le fonds sont aussi des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sont pas garants du rendement futur. Ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats et les réalisations réels du fonds diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la conjoncture économique, la conjoncture des marchés et des entreprises en général, les fluctuations des prix des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, les changements dans la réglementation gouvernementale et les événements catastrophiques.

La liste ci-dessus des facteurs importants qui peuvent influencer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Avant de prendre des décisions de placement, nous vous invitons à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres. Gestion globale d'actifs CIBC ne s'engage pas, et décline expressément toute obligation, à mettre à jour ou à réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du fonds.

Le présent document et son contenu ne peuvent être reproduits sans le consentement écrit de Gestion globale d'actifs CIBC.

MC/MD Le logo CIBC et « Gestion globale d'actifs CIBC » sont des marques de la Banque CIBC, utilisées sous licence. Gestion globale d'actifs CIBC est une marque sous laquelle Gestion d'actifs CIBC inc. exerce ses activités.